

Le Mur de Berlin, entre rhétorique et idéologie

Maître de conférences Stéphane Lapoutge

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines - Institut Catholique de Toulouse

Résumé : *En 1949, après la Seconde Guerre Mondiale, la Nation allemande est divisée en deux Etats et la ville de Berlin, séparée en secteurs d'occupation, concentre à elle seule tous les enjeux politiques des deux super puissances, l'Union Soviétique et les Etats Unis d'Amérique, qui s'affrontent idéologiquement dans ce qu'il est convenu d'appeler la Guerre Froide. En 1961, le Mur de Berlin est érigé par l'Allemagne de l'Est ; il tombera en 1989 sous l'impulsion des pays de l'Est. Cette situation longue de quarante ans aura généré certes des actions variées, mais aussi des discours politiques témoins de l'opposition socio politico culturelle et identitaire dans un espace où chacun verra l'autre comme le symbole d'un totalitarisme qu'il faut endiguer : Berlin devient alors le centre du monde et de l'Allemagne par effet métonymique. La rhétorique de ces discours cherchera à servir les intérêts des politiciens de tous bords, notamment ceux des deux Etats allemands en quête d'une indépendance double : se libérer des occupants Est et Ouest, et exister à l'intérieur d'une même Nation, mais de manière autonome.*

Mots-clés : *Allemagne Berlin Etat Etats Unis Mur Nation Socialisme Unification Union Soviétique*

Après la Seconde Guerre Mondiale, suite à la conférence de Yalta, les dirigeants de l'Allemagne furent nommés par les Nations Unies pour redresser le pays sur les fondements de la démocratie. Mais les relations conflictuelles qui ne cessaient de régner entre les puissances de l'Est et de l'Ouest conduisirent à la Guerre Froide, surenchérie entre autres par la création de l'OTAN en 1949, à l'initiative des Etats-Unis, par la signature du Pacte de Varsovie en 1955, à l'initiative de l'Union Soviétique, par les premiers signes d'une séparation physique de la ville de Berlin en 1961. Il faudra attendre la politique de Glasnost de Gorbatchev, en 1989, pour voir se dessiner une brèche qui ébranlera tout un système, toute une idéologie, mais surtout toute une Nation. En quarante ans, le conflit n'a cessé de

glisser des réalités matérielles aux surréalités langagières, parfois produites simultanément, avec plus ou moins de véhémence. Quoi qu'il en soit, la force des discours politiques dont nous tirerons certains extraits afin d'illustrer notre propos, a toujours exprimé, par le style et le contenu, une volonté de faire réagir selon des procédés de théâtralisation propres à l'exercice du pouvoir politique. Ces discours sont représentatifs des périodes et dirigeants dont il sera question dans notre approche : une langue politicienne qui trahit les caractères et dessein d'Adenauer ou Kohl ; une absence volontaire de rhétorique politique ostensible pour un Brandt ou un Momper ; un manque de puissance calculé chez un Kennedy ; un verbe perfide dans la bouche d'un Ulbricht.

Qu'est-ce donc que cet art de l'éloquence, si cher à Aristote, dès lors qu'il s'agit de gagner l'adhésion des foules, dès lors qu'il s'agit de gagner tout simplement ? Ainsi, notre problématique : le Mur de Berlin, entre rhétorique et idéologie. Notre propos empruntera la chronologie des événements et traitera de la manière dont certains politiciens se sont exprimés à l'égard de ce *monument*, sans oublier de se signaler par le verbe. En préambule, nous évoquerons très rapidement la situation de l'Allemagne en 1949, afin de présenter la personnalité de Walter Ulbricht, dont il sera question tout de suite après.

En 1949 furent créées la RFA, République Fédérale Allemande, dont la capitale sera Bonn, et la RDA, République Démocratique Allemande, dont la partie Est de Berlin sera le siège du gouvernement. Walter Ulbricht sera le secrétaire général du parti au pouvoir : le SED, *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* (Parti socialiste unifié d'Allemagne). Il mettra tout en œuvre pour que la RDA accède à une reconnaissance internationale de son statut de second Etat en Allemagne. L'Allemagne ne serait donc plus seulement séparée en deux Etats ; elle catalyserait aussi deux conceptions du monde : une capitaliste et une communiste.

En 1961, Ulbricht déclara lors d'une conférence de presse : « Niemand hat die Absicht, eine Mauer zu errichten » [BArch NY 4182/653, Blatt 136

(Nachlass Walter Ulbricht)] (traduit par nos soins : personne n'a l'intention d'ériger un mur). Ainsi, lapsus ou menace, et contre la mise en garde de l'Union Soviétique, Ulbricht modifie sa politique face à la RFA. En effet, il est le premier à prononcer le mot « Mauer » (mur), alors même que l'Union Soviétique refuse une séparation physique de la ville de Berlin. La crise entre les deux Etats allemands atteint son apogée et la Guerre Froide s'amplifie. Et avant même que ne se détende la situation, sous l'influence des deux super puissances en confrontation, Ulbricht renvoya la faute à la RFA : « Ich verstehe Ihre Frage so, dass es in Westdeutschland Menschen gibt, die wünschen, dass wir die Bauarbeiter der DDR mobilisieren, um eine Mauer aufzurichten » [*ibid.*] (traduit par nos soins : si je comprends bien votre question, il y a/aurait des personnes en Allemagne de l'Ouest qui souhaitent/souhaiteraient que nous mobilisions les ouvriers du bâtiment de la RDA pour ériger un mur). Ainsi, le Mur de Berlin ne devait plus être un mythe, mais une réalité *made in Germany*. Du point de vue linguistique, les modalités d'énoncé laissent clairement apparaître sans détour la présence de l'homme politique, notamment par l'emploi du pronom « niemand » (personne), dans lequel on peut aisément comprendre qu'il s'inclut, ou encore à travers ce « ich » (je), à la fois sujet de l'énoncé et de l'énonciation, ou encore par l'expression du souhait détourné à travers le verbe « wünschen » (souhaiter), dont il retourne le procès faussement adressé aux dirigeants de l'Ouest en sa faveur : il souhaite la construction du Mur. Cette affirmation de nature faussement constative revêt en fait les traits d'une pression psychologique, explicitée par Patrick Charaudeau comme « lieu de pensée des systèmes de valeurs, ce qui pose la question de l'idéalité des régimes de gouvernance pour le bien des peuples » [Charaudeau, article en ligne lisible sur www.youscribe.com]. Si l'Union Soviétique n'a pas voulu endosser la responsabilité d'une séparation physique de Berlin, Ulbricht en revendique donc implicitement la paternité. Toutefois, l'Union Soviétique assura son soutien à la RDA par son désir de renforcer le communisme contre les puissances de l'Ouest. Le 12 août 1961, le trafic entre les secteurs Est et Ouest est interrompu par des barrières de barbelé. Berlin fut divisée en

deux et la frontière fermée. Peu à peu le béton remplaça le dispositif de barbelé et la politique des « Sperrmassnahmen » [Bundesministerium für gesamtdeutsche Fragen, Artikel Nr. 2145, Bonn, 1961] (traduit par nos soins : mesures de fermeture/blocage) fut de rigueur sous l'influence de l'Union Soviétique : si celle-ci refusait d'endosser la responsabilité de la séparation physique de Berlin, elle en acceptait pourtant à demi-mot les conséquences positives, en l'occurrence la fin du statut des quatre puissances et une frontière nationale pour la RDA, remplaçant ainsi la ligne de démarcation. Pour Ulbricht, le Mur devenait une protection nécessaire devant garantir la paix en Europe et consolider des relations de bonne entente entre les deux Etats allemands. Et Ulbricht de rajouter : « Niemand kann den Sozialismus aufhalten. Niemand kann ihm davonlaufen. Der Sozialismus hat sich als das erfolgreiche System erwiesen » [Neues Deutschland, Archiv, Ausgabe vom 11-08-1961] (traduit par nos soins : personne ne peut stopper le socialisme. Personne ne peut l'esquiver. Le socialisme a fait ses preuves avec succès). Or, le socialisme, c'est bien lui ; c'est lui que personne (niemand) ne peut stopper (aufhalten), pas même Khrouchtchev. Rappelons que l'article 1 de la constitution de la RDA stipule que : « Die DDR ist ein sozialistischer Staat deutscher Nation [...]. Die Hauptstadt der DDR ist Berlin » [Verfassung der Deutschen Demokratischen Republik, vom 9. April 1968] (traduit par nos soins : la RDA est un Etat socialiste de Nation allemande [...]. La capitale de la RDA est Berlin). Ainsi démarrait sur cette note la « Wiedervereinigungspropaganda » [Frankfurter Allgemeine Zeitung, Online-Archiv] (traduit par nos soins : propagande de réunification) qui garantirait un certain équilibre entre les deux Etats, mais qui devait surtout suggérer l'assignation à demeure de la population Est allemande. Le Mur de Berlin faisait à lui seul la politique de toute l'Allemagne. Les communistes Est allemands possédaient enfin le « Monument des deutsch-deutschen Zusammengehörigkeitsgefühl » [Informationen zur politischen Bildung, Nr. 233, 1991, S. 2-5] (traduit par nos soins : le monument du sentiment d'appartenance commune germano-allemand). Véritable paradoxe que dévoile ici la langue, puisqu'elle dément la réalité de la situation ! Si le

discours est diabolisant parce qu'il relève de l'intension, l'action qui en est le corollaire doit être reçue comme plus apaisante puisqu'elle engage les deux parties « [...] à gérer leur relation, selon un *principe de régulation* » [Charaudeau, article en ligne lisible sur www.youscribe.com]. En étant de fait contrainte de reconnaître la RDA, la RFA admit ainsi, pour renvoyer la responsabilité de la situation à la seule RDA : « [...] die Teilung Deutschlands durch die Deutschen selbst » [Bender, 1989 : 50] (traduit par nos soins : [...] la séparation de l'Allemagne par les Allemands eux-mêmes). Ulbricht semblait gagner la bataille, puisque l'action supplanta la parole, et comme le déclare Charaudeau : « La visée s'accompagne d'une exigence, celle de voir l'intension suivie d'effet. Cette exigence complète la visée communicationnelle par un but d'action qui consiste à mettre l'autre dans une position d'obligation à s'exécuter, c'est-à-dire dans une relation de soumission à la position du sujet qui parle » [Charaudeau, *ibid.*]. Or, la manœuvre d'Ulbricht facilita la riposte d'Adenauer qui, du coup, accédant à la reconnaissance de la RDA sans réelle prise de risque, parvint à son objectif : œuvrer contre cette Allemagne *une* à des fins personnelles et ambitieuses. Cette pseudo victoire d'Ulbricht devint donc sa maladresse ; elle permit à Adenauer de se placer en victime d'un régime l'accusant de tout faire pour refuser le processus de réunification. Le 15 août 1961, le chancelier Adenauer déclara : « Die sogenannte DDR » [Bulletin Nr 150 : 1453] (traduit par nos soins : la soi-disant RDA). L'adjectif « sogenannt » (soi-disant) ne réfère pas à la seule RDA en tant que régime politique, il dénote implicitement toute une partie du peuple allemand, sise de l'autre côté du Mur. Cette « Isolierungspolitik » [Bender, 1989 : 114] (traduit par nos soins : politique d'isolement) mena finalement à une forme de guerre fratricide à l'intérieur d'un conflit politico idéologique fomenté par les grandes puissances qui se servaient de Berlin comme avant-poste de Cuba. Mais Adenauer jouait sur deux fronts. S'il déclara : « Von den Kommunisten erwartet man nur das Schlimmste » [Bender, 1989 : 65] (traduit par nos soins : des communistes, nous n'attendons que le pire), il se rapprochait ainsi de l'Union Soviétique tout en évinçant ce deuxième Etat allemand, si bien que

pour lui, les communistes ne pouvaient se trouver qu'en RDA et non en URSS, du moins *ces* communistes représentant une menace directe, puisque au bout du compte, il ne se sentait pas plus concerné que cela par l'affrontement américano-soviétique, lui préférant déjà l'idée d'une Europe capable de rivaliser économiquement et militairement avec ces deux super puissances.

Brandt, quant à lui, adoptait vraisemblablement une tout autre attitude à l'égard de la RDA. Il alla même jusqu'à concéder que le régime d'Ulbricht fut contraint par les membres du Pacte de Varsovie de construire « die Sperrwand eines Konzentrationslagers » [Chronik der Mauer 1961 – 1989/1990] (traduit par nos soins : le mur - d'arrêt - d'un camp de concentration). L'allusion volontaire à un passé récent et commun aux deux Allemagne, mentionné par le substantif « Konzentrationslager » (camp de concentration) en parlant du Mur de Berlin, sert à stigmatiser la RDA et la taxer simultanément d'amnésie. De fait, le Mur n'était plus une simple frontière interétatique à l'Allemagne, mais le lieu d'un totalitarisme renouvelé de l'intérieur par l'entremise de l'Union Soviétique. Brandt s'efforçait en fait à déstaliniser l'Allemagne de l'Est pour la gagner à la cause de l'Ouest, sans remettre en doute l'existence de deux Etats. Il tenta même de persuader Kennedy de ce que « Die Mauer der erste Akt einer gefährlichen sowjetischen Politik war » [Bender, 1989 : 66] (traduit par nos soins : le Mur était le premier acte d'une dangereuse politique soviétique) : il ne dit pas la RDA. Il attendait précisément des alliés protection et sécurité mais « keine Hilfe für die Einheit » [Bender, 1989 : 67] (traduit par nos soins : aucune aide pour l'unité). Ainsi, et pour s'en attribuer tout le mérite en cas de succès, l'unité devait être l'affaire des seuls Allemands de l'Ouest et de l'Est, s'ils le voulaient. Brandt avait donc conscience de ce que la réunification ne pourrait se faire que dans l'avenir, après un long processus germano-allemand, à condition de tout mettre en œuvre pour cela. Le thème de l'unité de la Nation devint son leitmotiv. S'il y avait bien deux Etats allemands, il n'y avait, et il ne pourrait y avoir en revanche qu'une

seule Nation, quelle qu'en soit la forme. Car Brandt considérait « die Hinnahme der Zweistaatlichkeit für notwendig » [Bender, 1989 : 123] (traduit par nos soins : l'acceptation de deux Etats comme indispensable). Ainsi venait-il de reconnaître ouvertement la RDA et confirma la réalité selon laquelle deux Etats allemands existaient en Allemagne. La RDA était souveraine, au moins jusqu'à la réunification qui ne pressait personne. Il souhaitait enfin que « die DDR ihre internationale Anerkennung durch Bonn erhalte » [Bender, 1989 : 180] (traduit par nos soins : la RDA reçoive sa reconnaissance internationale de Bonn), ce à quoi Adenauer s'était refusé farouchement. Cet engagement devait définitivement garantir l'existence de deux Etats indépendants. Ainsi, Brandt opte-t-il pour « l'activité du *dire* [où] c'est le langage qui domine, à travers une lutte discursive dans laquelle bien des coups sont permis (manipulation, prosélytisme, menaces, promesses, etc.), l'enjeu étant l'imposition d'une opinion [...] » [Charaudeau, article en ligne lisible sur www.youscribe.com].

Mais quelle est la position des Etats-Unis au regard de cette crise ? Le discours de J.F. Kennedy de 1963, porteur d'une promesse de partenariat entre les USA et la RFA a-t-il comblé toutes les espérances ? Lorsque la frontière entre les secteurs Est et Ouest fut fermée, Kennedy déclara : « Das bedeutet, Chruschtschow hat nachgegeben. Wenn er die Absicht hätte, ganz Berlin zu besetzen, hätte er die Mauer nicht gebaut » [Der Spiegel, 20 Juni 1991] (traduit par nos soins : cela signifie que Khrouchtchev a cédé. S'il avait l'intention d'occuper tout Berlin, il n'aurait pas construit un mur). Si l'usage que fait ici Kennedy du conditionnel passé « Wenn... hätte... gebaut » (s'il avait construit) semble exprimer un certain irréel dont il veut se convaincre, il n'en demeure pas moins qu'en filigrane la crise allemande se situe en dehors de ses préoccupations. Est-il venu réaffirmer un partenariat avec l'Ouest tout entier ou bien est-il venu endiguer la prolifération du communisme à ses portes ? La RFA n'est-elle pas plutôt un Etat pris entre le marteau et l'enclume, le maillon d'une politique extérieure ? Kennedy veut en fait asseoir sa puissance militaire aux abords du Mur, mais un Mur *transparent*, car « hier

stehen der Friede und die Freiheit der westlichen Welt auf dem Spiel » [Der Spiegel, *ibid.*] (traduit par nos soins : ici sont en jeu la paix et la liberté du monde occidental). Car Kennedy fait prioritairement face à la crise de Cuba, et il dira finalement à l'adresse de l'Union Soviétique que la RFA et les USA « haben es mit Weltproblemen zu tun » [Bulletin Nr 109 : 969] (traduit par nos soins : [...] ont affaire à des problèmes mondiaux). Si la question du Mur concerne bien toute l'Europe, puisqu'elle se déroule au cœur du continent, le Mur concentre à lui seul la situation politique du monde entier. Or en l'occurrence le monde se réduit ici aux USA et l'URSS : « Die Berliner haben ein Leuchtfeuer für die ganze Welt entzündet » [Bulletin, *ibid.*] (traduit par nos soins : les Berlinois ont allumé un fanal qui touche le monde entier). Et si les problèmes mondiaux se résument à ce moment-là dans l'esprit de Kennedy à la seule Europe, en ce sens qu'elle en serait la seule responsable, c'est qu'il ne peut ni ne veut agir seul sur deux fronts, à savoir Berlin et Cuba. Ainsi, le gouvernement américain exhorte-t-il le Vieux Continent à résoudre seul cette crise grâce à « [...] auf ein eigenes und starkes Europa » [Bulletin, *ibid.*] (traduit par nos soins : une Europe *une* et forte). Ce partenariat scellera définitivement la création de l'Europe : « Die Einheit der europäischen Völker und die integrierte europäischen Gesellschaft » [Bulletin, *ibid.*] (traduit par nos soins : [...] l'union des peuples européens et une société européenne intégrée). Ainsi, l'Europe se retrouve par la force des choses au service des Etats Unis, et Kennedy de rajouter : « [...] in enger Partnerschaft mit den Vereinigten Staaten » [Bulletin Nr 110 : 987] (traduit par nos soins : en étroite collaboration avec les Etats Unis). Par là même, l'Allemagne devint responsable de la paix en Europe et de l'équilibre Est Ouest, sur cette allusion faite à la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit donc bien d'un ultimatum à l'adresse de la RFA. Alors quel retentissement à la phrase : « Ich bin ein Berliner » [Bulletin, *ibid.*] (traduit par nos soins : je suis un Berlinois ?). Non Kennedy ne s'est pas senti Berlinois, sans aucun doute s'est-il senti plus libre qu'eux, au moins autant que ne pouvait l'être Khrouchtchev. D'ailleurs, il dira : « Die Regierungen wählen eine Regierungsart, wenn das Volk sie wählt » [Bulletin, *ibid.*] (traduit par nos soins : les gouvernements choisissent

un régime politique lorsque le peuple le choisit), signifiant d'une part qu'il ne reconnaissait pas la souveraineté de la RDA du fait de son auto proclamation, et d'autre part en induisant que la RFA n'avait pas d'autre choix que de collaborer pour juguler l'expansion du communisme. De fait, force est de constater qu'il n'apporte aucune solution à la question allemande, pas plus qu'à celle de Berlin. La réunification de l'Allemagne appartenait donc bel et bien aux seuls Allemands. Et tacitement, Berlin Est pouvait devenir un territoire d'actions pour l'Union Soviétique, le compromis sous-jacent stipulant de ne pas menacer le reste de l'Europe de l'Ouest, car la solution ne pourrait venir que d'elle. Ainsi, les deux grandes puissances optaient bien pour une politique de détente, cependant aux frais de l'Allemagne, et plus particulièrement de Berlin qui catalysait ce communisme que les USA et la RFA dénigraient : « Wenn es in der Welt Menschen geben sollte, die nicht verstehen [...] worum es heute in der Auseinandersetzung zwischen der freien Welt und dem Kommunismus geht, dann können wir ihnen nur sagen, sie sollen nach Berlin kommen » [Bulletin Nr 110 : 983] (traduit par nos soins : s'il devait y avoir dans le monde des gens qui ne comprennent pas de quoi il est aujourd'hui question dans l'altercation entre le monde libre et le communisme, alors nous ne pouvons que leur dire de venir à Berlin). L'allégorie « freie Welt » (monde libre) symbolise les Etats Unis en lutte contre la présence communiste à ses frontières et Berlin en est la vitrine. Au final, la visite de Kennedy à Berlin a pris les allures d'une vaste campagne électorale à l'américaine, les élections se déroulant en 1964, moins d'un an après son assassinat. Heinrich Krone, à l'époque député CDU, exprima, à l'issue de cette visite, la déception d'une grande partie de la population berlinoise, et sans doute allemande : « Wir sind die Opfer der amerikanischen Entspannungspolitik » [Bender, 1989 : 123] (traduit par nos soins : nous sommes les victimes de la politique de détente américaine). Pour le député, la politique de « Nouvelle Frontière » de Kennedy est un leurre pour la population allemande, ne visant en soi que la détente envers l'Union Soviétique.

Le Mur ne pouvait cependant pas séparer l'Allemagne et l'Europe dans la durée. En 1967, Khrouchtchev lui-même le concéda : « Ich weiss, die Mauer ist eine hässliche Sache. Sie wird auch eines Tages verschwinden » [Der Spiegel 37/1967] (traduit par nos soins : je sais, le mur est une chose laide. Aussi disparaîtra-t-il un jour). Les modalités d'énoncé sont ici très éloquentes : le verbe modal, ou semi auxiliaire « wissen » (savoir), l'adjectif « hässlich » (détestable), le futur « wird verschwinden » (disparaîtra) et l'expression « eines Tages » (un jour) témoignent d'une réelle conscience de ce que le monde est un échiquier dominé par deux grandes puissances et que les actions qui s'y déroulent prennent la forme d'un conte, comme l'indique la formule dévolue « eines Tages » (un jour). Ces paroles prophétiques augurent pourtant une nouvelle tournure dans l'ordre des choses : le Mur tombera assurément. La stratégie discursive de Khrouchtchev s'inscrit dans ce que Charaudeau nomme « la parole de promesse » [Charaudeau, article en ligne lisible sur www.youscribe.com]. Elle « doit définir une idéalité sociale, porteuse d'un certain système de valeurs et les moyens d'y parvenir. [Et] devant faire adhérer le plus grand nombre à son projet, le sujet politique cherche à toucher son public, en faisant appel tantôt à la raison, tantôt à l'émotion [...] » [Charaudeau, *ibid.*]. Cependant, ce sera la Hongrie qui, la première, insufflera cet élan à l'Europe en ouvrant la frontière austro-hongroise en mai 1989, six mois avant la chute du Mur. Le Rideau de Fer se fragilise et le séisme gagnera toute une partie de l'Europe de l'Est. Dans son discours, Hans-Dietrich Genscher loua le courage de ce peuple : « Was in Budapest begann, was sich fortsetzte in Warschau, was laut wird in Moskau, das geschieht jetzt in der DRR » [Rede von Hans-Dietrich Genscher, Bundesminister des Auswertigen, 1989] (traduit par nos soins : ce qui débuta à Budapest, ce qui se poursuivit à Varsovie, ce qui retentit à Moscou, tout ceci se produit maintenant en RDA). Son discours de nature constative reste toutefois loin d'avoir l'écho d'une réelle prise de position. Or, à l'instar d'un grand nombre de politiciens Ouest Allemands, il souhaite à sa manière tirer son épingle du jeu dans ce mouvement de réformes, mais force est de

reconnaître en lui un certain humanisme : « Die Deutschen wollen zuallererst in Frieden leben mit allen ihren Nachbarn, und sie wollen in Freiheit leben » [Genscher, *ibid.*] (traduit par nos soins : les Allemands veulent par dessus tout vivre en paix avec tous leurs voisins, et ils veulent vivre en liberté). S'il évoque des thèmes chers à l'humanisme d'antan, en revanche il n'aborde nullement le thème central de l'unification. A peine proposa-t-il une aide en direction de la RDA. Ainsi peut-on considérer une forme de résistance à l'encontre de ce deuxième Etat allemand dans la Nation, sans doute par crainte de voir déferler en RFA trop de réfugiés Est Allemands et par voie de conséquence de l'Europe de l'Est. De son côté, le gouvernement de la RDA, sous la direction du SED, donc de Honecker, fustigea publiquement la Hongrie en objectant sans langue de bois, à l'inverse de Genscher, que l'ouverture de la frontière aurait pour conséquence un flux migratoire difficile à endiguer. Ainsi, on comprend aisément que l'élan en faveur des changements politiques, sociaux et économiques est davantage le fait de l'Est, qui n'éprouve aucune crainte devant cette déstabilisation d'un certain ordre mondial : en effet, cette peur reste un privilège des politiciens de l'Ouest. C'est donc Gorbatchev qui mit le feu aux poudres grâce à sa politique de Glasnost et de Perestroïka. Le changement se produira dans la douceur, laissant enfin surgir l'espoir d'une réunification. Toutefois, la question du Mur de Berlin demeure en filigrane. Comme il l'a dit, le Mur serait détruit mais « um die ostdeutsche Bevölkerung in der DRR zu behalten » [Schneider, 1991 : 62] (traduit pas nos soins : [...] afin de maintenir la population Est allemande en RDA). L'objectif de Gorbatchev consistait en fait en l'instauration d'une image rajeunie, donc positive, du communisme aux yeux des dirigeants européens et a fortiori aux yeux des dirigeants allemands. Finalement, il reconnaît que l'union de l'Allemagne n'est en aucun cas un obstacle à sa politique. Ainsi, comme la frontière Ouest qui servait d'avant-poste à l'Union Soviétique ne s'est pas transformée de manière durable en frontière Est du reste de l'Europe, face au bloc soviétique, les réformes engagées en vue d'une transformation de la RDA ne pouvaient émaner que de

Gorbatchev, dont les ambitions n'ont jamais consisté en une pénétration sournoise de Vieux Continent. Honecker, toujours à la tête du SED, estimait que les réformes engagées par Gorbatchev ne concernaient en aucun cas la RDA. Il pensait ainsi maintenir les habitants de la RDA sous son autorité et ne manqua pas de dire : « Das Volk steht unter der Partei » [Berliner Illustrierte, Dezember 1989] (traduit par nos soins : le peuple est sous l'autorité du parti). Et comme nous l'avons dit, le parti, c'est lui. Or, lors du quarantième anniversaire de la RDA, il fut trahi par ses fidèles et destitué, ce qui proclama par là même la fin du communisme en RDA. La chute du Mur le 9 novembre 1989 devait encore asséner un dernier coup à Honecker, ce Mur dont il disait : « Sie – die Mauer – wird 50 und auch 100 Jahre bestehen bleiben. Das ist schon erforderlich, um unsere Republik vor Räubern zu schützen » [Berliner Illustrierte, *ibid.*] (traduit par nos soins : le Mur existera encore 50 et même 100 cent ans. Ceci est indispensable afin de protéger notre République contre les voleurs). L'Ouest, et implicitement l'Union Soviétique sont les voleurs (Räubern) de l'idéal d'un homme et d'une idéologie qui n'a plus de place dans un espace symbolique qui se désagrège. Les insurgés du SED prirent donc la décision d'abattre le Mur, pensant en réalité maintenir la population Est allemande en RDA. Or, il n'en fut rien et le SED devait admettre que cela signifiait la mort du second Etat allemand. Enfin, la population allemande redevint un peuple : « Deutschland einig Vaterland » [Berliner Illustrierte, *ibid.*] (traduit par nos soins : l'Allemagne *une* mère patrie). Enfin revint ce sentiment d'appartenance que les puissances de l'Est et de l'Ouest s'évertuaient à juguler pour leurs propres intérêts politiques, stratégiques, économiques, le spectre du national socialisme n'ayant été qu'un prétexte pour asservir l'Allemagne et en faire le terrain d'un règlement de compte purement idéologique. Suite à la chute du Mur de Berlin, du chemin restait à parcourir : une Allemagne politiquement réunifiée, sur le modèle capitaliste et fédéral, certes ; mais sur le plan humain et symbolique, comment accéder au principe de « Kulturnation » [Steiniger 1989 : 112] (traduit par nos soins : nation culturelle). La question allemande, à savoir la

réunification, devint donc l'affaire des seuls Allemands seulement en 1989, l'occupation par les Alliés et les membres du Pacte de Varsovie l'ayant jusque-là fortement contrainte. Pourtant, pour Richard von Weizsäcker, membre du CDU, *Christlich Demokratische Union Deutschland* (Union Chrétienne-démocrate d'Allemagne) de 1981 à 1989, l'urgence de l'unité allemande semblait secondaire. La liberté devait lui prévaloir : « Wenn Politik eine Sache der Menschen ist, dann handelt sie für die Freiheit [...] » [Berliner Illustrierte, *ibid.*] (traduit par nos soins : lorsque la politique est affaire d'Hommes, elle agit en faveur de la liberté). Le Mur de Berlin symbolisa la non liberté, mais surtout du point de vue Ouest allemand ; il devait maintenant symboliser la liberté. Et Weizsäcker de rappeler : « Damit handelt sie auch von der Verantwortung, ohne die die Freiheit zum Chaos führt » [Berliner Illustrierte, *ibid.*] (traduit par nos soins : par là, elle œuvre également en faveur de la responsabilité, sans laquelle la liberté conduit au chaos). Et certains membres d'autres partis politiques opposés de voir dans l'unité allemande « [...] eine unerträgliche Last der Vergangenheit » [Berliner Illustrierte, *ibid.*] (traduit par nos soins : [...] un insupportable poids du passé). En somme, une Allemagne *une*, oui, mais constituée de deux Etats, chacun pouvant décliner la liberté à sa guise, mais aussi une Allemagne qui garderait dans son Etat de l'Est ceux susceptibles de réveiller les vieux démons. De son côté Helmut Kohl déclara : « Heute ist ein grosser Tag in der deutschen Geschichte » [Berliner Illustrierte, *ibid.*] (traduit par nos soins : aujourd'hui est un grand jour dans l'histoire allemande). Il annonçait de manière implicite un certain optimisme devant l'unité européenne dont dépendait aussi la crédibilité d'une l'Allemagne retrouvant sa grandeur. L'unité de l'Allemagne à laquelle il songe reste bien entendu d'ordre politique et géopolitique : « Wir sind und bleiben eine Nation, und wir gehören zusammen » [Berliner Illustrierte, *ibid.*] (traduit par nos soins : nous sommes et demeurons une Nation, nous ne font qu'un). Mais vraisemblablement, les structures politiques de la RFA devaient absorber celles de la RDA pour constituer une confédération. Toutefois, rien n'était encore fait, et Kohl rappela : « Wie das

wiedervereinigte Deutschland schliesslich aussehen wird, das weiss niemand heute [...] » [Verhandlungen des Deutschen Bundestages. 11. Wahlperiode. Stenographische Berichte. 177. Sitzung vom 28. 11. 1989, S. 13508-13514] (traduit par nos soins : personne ne sait encore aujourd'hui quelle forme prendra l'Allemagne réunifiée). En réalité, son idée de confédération ressemble bien à un discours de campagne électorale ; les élections se dérouleront d'ailleurs en 1990. De son côté, Walter Momper, maire de Berlin Ouest, dit : « Die Mauer trennt uns nicht mehr » [Der Spiegel, Juni 1991] (traduit par nos soins : le Mur ne nous sépare plus). Et son sentiment d'appartenance est encore plus limpide lorsqu'il déclare : « Unsere Demokratie ist uns von den Befreiern 1945 geschenkt worden. Die DDR-Bürger haben sich die Demokratie selbst erkämpft » [Der Spiegel, *ibid.*] (traduit par nos soins : notre démocratie nous a été offerte par les libérateurs en 1945. Les habitants de la RDA ont lutté eux-mêmes pour la gagner). Pour le maire de Berlin Ouest qu'il est, la chute du Mur symbolise la fin de la domination marxiste-léniniste. Elle ne symbolise pas encore la Nation Allemande. Par conséquent, la meilleure solution afin de l'atteindre serait de maintenir deux Etats distincts. En même temps, les Allemands de l'Est resteraient chez eux. Son discours est bien moins un soutien à l'adresse de la population Est allemande qu'une pique contre un parti politique rival, et un candidat précisément, qui a en point de mire les élections de 1990 : Helmut Kohl. Weizsäcker, Kohl et Momper, en mettant en exergue les thèmes de culture, de liberté, d'Histoire et de démocratie, aplanissent volontairement le discours ; ils quittent *le* politique pour s'installer dans *la* politique afin d'exalter des idéaux qui rassemblent et faire oublier, un temps, tout le fond politico politique toujours non résolu. Ils adoptent le discours

« Des contraintes de simplicité, car s'adresser aux masses, s'est s'adresser à un ensemble d'individus hétérogènes et disparates du point de vue de leur niveau d'instruction, de leur possibilité de s'informer, de leur capacité à raisonner et de leur expérience de la vie collective. Cela implique

que l'on mette en exergue des valeurs qui puissent être partagées et surtout comprises par le plus grand nombre, faute de quoi l'on se couperait du public. L'homme politique doit donc chercher quel peut être le plus grand dénominateur commun des idées du groupe auquel il s'adresse tout en s'interrogeant sur la façon de les présenter : il lui faut donc *simplifier*, simplifier les idées et simplifier le raisonnement » [Charaudeau, article en ligne lisible sur www.youscribe.com].

Si le Mur catalyse à lui seul la situation (géo) politique de l'après-guerre, il aura généré un ensemble de discours politiques dont il ne fut pas systématiquement le thème central, mais dans bien des cas au contraire le prétexte d'ambitions personnelles. L'expression d'une certaine résistance que l'on descelle dans cette rhétorique particulière porte davantage sur l'espérance partagée de deux Etats dans une Nation de ne pas voir une Allemagne unie. Car la présence immédiate de ces deux antagonismes reposait justement sur un jeu d'équilibre, sorte de consensus justifiant réciproquement l'existence des deux Etats qui voyaient, chacun l'un dans l'autre, une forme de despotisme : « l'État totalitaire ne se laisse concevoir qu'en regard de la démocratie et sur le fond de ses ambiguïtés » [Lefort 1994 : 41]. Quoi qu'il en soit, s'il demeure un aspect moins négatif à cette situation longue de quarante ans, retenons cette capacité qu'à eu la langue de produire, en fonction des situations vécues, un ensemble de néologismes et items des plus précis, encore inusités jusque-là en Allemagne, pour les décrire, parmi lesquels : Passierscheinabkommen (accord de laissez-passer) ; Anerkennung der DDR (reconnaissance de la RDA) ; Reisefreiheit (liberté de voyage/circulation). Là demeure peut-être toute la dimension symbolique de la Nation Allemande, dont les habitants des deux Etats, séparés de manière arbitraire, ont toujours su maintenir le lien, au-delà de cette victimisation idéologique qu'elle était bien loin de pouvoir maîtriser.

Bibliographie

Bulletin Officiel

Bulletin, Presse- und Informationsamt des Landes Berlin, Nr. 109, 110, 150, Berlin, 1661, 1963, 1989.

Dokumentation Berlin, Die Mauer und ihr Fall. Presse- und Informationsamt des Landes Berlin, 1992.

Articles de presse

Berliner Illustrierte, Dezember 1989.

Libération, collection, décembre 1989.

Der Spiegel, Hauptstadt Berlin, Berlin Reden von 1948 bis Heute, die Bundestagsdebatte, vom 20. Juni 1991.

Verhandlungen des Deutschen Bundestages.

Article en ligne

Charaudeau, Patrick, *Le discours politique ou le pouvoir du langage*, article en ligne consultable sur www.youscribe.com, publié le 8 juin 2011.

Oeuvres

Bender, Peter, *Neue Geschichte der neuesten Zeit, Neue Ostpolitik, Vom Mauerbau bis zur Wiedervereinigung*, DTV, München, 1989.

Benveniste, Emile, *Problèmes de linguistique générale 1 et 2*, Gallimard, Paris, 1966 et 1974.

Charaudeau, Patrick, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Vuibert, Paris 2005.

Danon-Boileau, Laurent, *Le sujet de l'énonciation*, Ophrys, Paris, 2007.

Ducrot, Oswald, *Logique, structure, énonciation*, Ed. de Minuit, Paris, 1989.

Farcat, Isabelle, *L'Allemagne de la conférence de Potsdam à l'unification, Voies de l'histoire*, Minerve, Monaco, 1992.

Kerbrat-Orecchioni, Catherine, *L'énonciation : de la subjectivité dans le langage*, Armand Colin, Paris, 2009.

Lefort, Claude, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, (1981), Paris,

Le Gloannec Anne-Marie, 1961, *La mémoire du siècle*, Ed. Complexes, Bruxelles, 185.

- Lengereau, Marc, *Les frontières allemandes 1919, 1989, bilans et enjeux*, Peter Lang, Bruxelles, 1990.
- Fayard, réed., 1994.
- Maingueneau, Dominique, *L'énonciation en linguistique française*, Hachette, Paris, 2007.
- Nipperdey, Thomas, *Nachdenken über die deutsche Geschichte*, DTV, München, 1990.
- Pötzsch, Horst, *Informationen zur politischen Bildung* Nr. 233. Die Teilung Deutschlands 1955 bis zur Einheit, Brochüre, Berlin, 1991.
- Schneider, Peter, *L'Allemagne dans tous ses états*, trad. de l'Allemand par Nicole Casanova, Grasset, Paris, 1991.
- Steiniger, Rolf, *Die deutsche Geschichte 1945, 1961, Darstellung und Dokumente in zwei Bänden*, Band n°2, Fischer, Frankfurt am Main, 1989.